

# Samedi 6 août 2005

Commémoration du 60<sup>ème</sup> anniversaire  
de la tragédie de Hiroshima  
et Nagasaki

Les armes nucléaires de l'OTAN  
sont un obstacle aux négociations  
de désarmement

au **Mundaneum**  
rue de Nimy, 76 à Mons

Exposés :

- 10 h 00 : « *Apocalypse nucléaire, un risque qui s'accroît* » par le Pr. Henri Firket
- 11 h 00 : « *L'OTAN et l'Union Européenne* » par Ben Cramer (sous réserve de confirmation)
- 11 h 30 : Débat et visite de l'exposition
- 12 h 00 : Lunch
- 13 h 00 : Visite de l'exposition

## à l'Université de Mons-Hainaut

Plaine de Nimy - Chaussée de Bruxelles

- 14 h 00 : Dépôt de fleurs au mémorial Hibakusha
- 14 h 30 : « *L'Union Européenne face au Traité de Non-Prolifération* » par le Pr. Pierre Piérart
- 15 h 30 : Débat

Journées organisées par l'AMPGN, l'AEPGN, le CEAH, l'Association pour la Paix de Cuesmes, le Mouvement hellénique pour la Paix, La Braise, CSO, la Communauté hellénique de Quaregnon-Mons-Borinage, Abolition 2000, MCP, Stop USA, Voor Moeder Aarde, Forum voor Vrede Actie, Vrede, Abolition U.A., ULDP.

Avec le soutien de la Communauté française et en collaboration avec le MOC, la CNAPD et La Marche pour la Paix de Ypres à Kleine Brogel organisée par les associations néerlandophones

# ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel  
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 18 avril - mai - juin 2005

Belgique - België  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
1/17024

ADRESSE

Editeur Responsable

M.Poznanski: rue de Dublin, 31  
1050 Bruxelles  
Tél & fax : 02 511 63 10  
info@csoan.org  
Pour soutien:  
Cpte n° 068-2447491-14

## Le non à la constitution européenne est aussi un NON À L'OTAN !

Comme tant d'autres citoyens et associations progressistes de Belgique, le CSO s'est réjoui des victoires successives du non aux référendums français et néerlandais sur la Constitution européenne, ainsi que de la forte participation qui a caractérisé les deux scrutins. Cette victoire est d'autant plus remarquable que la grande majorité des médias et des élus politiques avaient mené campagne pour l'approbation du traité constitutionnel. Ce résultat démontre avec éclat que nos sociétés ne sont pas aussi lobotomisées par la « pensée unique » que certains le pensaient.

Les motivations des électeurs français et hollandais, dans leur grande majorité, expriment un rejet de la dérive ultralibérale de l'Europe ces quinze dernières années et le sentiment que la sacralisation du marché et la concurrence mène nos sociétés dans une impasse. En Belgique, grâce à nos partis socialistes et chrétiens-humanistes, la population ne sera pas consultée sur un texte qui, s'il prenait force de loi, déterminerait en profondeur l'avenir des prochaines générations.

Si les questions sociales et économiques ont été au centre des débats qui ont agité nos voisins, d'autres problèmes n'en ont pas été absentes pour autant. Parmi les arguments les

plus fallacieux des tenants du oui, celui de l'indépendance de l'Europe face aux Etats-Unis qui garantirait cette Constitution est un des plus mensongers. En effet, selon son article I-41, la « politique de sécurité et de défense commune » de l'Union « respecte les obligations » découlant de l'adhésion à l'OTAN de certains de ses membres et est « compatible » avec la politique de défense de l'Alliance atlantique. Autrement dit, la Constitution coule dans le bronze la mainmise des Etats-Unis sur la défense européenne.

En outre, et cela devrait interpellier tous les mouvements de paix, le même article enjoint aux Etats membres d'« améliorer progressivement leurs capacités militaires ». Le projet de traité ne dit rien d'éventuelles mesures de désarmement, à part celles à imposer aux autres, alors que l'Union compte deux puissances nucléaires et que des centaines de bombes nucléaires états-uniennes sont déployées en Belgique et

dans d'autres Etats-membres. Seule la croissance des « capacités militaires » est envisagée, alors que les dépenses militaires mondiales ont, pour la première fois en 2004, passé la barre des 1.000 milliards de dollars. Dans ce total, la part des 25 membres du club européen est de 225 milliards, plus de 4 fois les dépenses militaires de la Chine et de la Russie réunies, mais moins de la moitié de celles des Etats-Unis qui ont consacré à leur armée et aux multinationales de l'armement près de la moitié des dépenses militaires de la planète. Quant à la part des 26 pays membres de l'OTAN, elle en représente près de 72 %, alors que leur population ne constitue qu'un bon dixième de la population mondiale.

Le monde n'a jamais connu de bloc militaire aussi puissant et surarmé, qu'il soit européen ou atlantique. Plutôt que de demander son renforcement, n'est-il pas plus urgent d'exiger son désarmement et sa dissolution ? Un projet européen qui placerait parmi ses priorités de telles exigences serait à coup sûr plus mobilisateur et porteur d'avenir que l'imbuvable texte qui vient d'être magistralement désavoué.

La Constitution  
contribue-t-elle à faire  
de l'Union européenne  
une "contre-puissance"  
face aux Etats-Unis ?

Diana Johnstone  
page 2 et 3

Les Etats Européens  
veulent-ils le retrait  
des armes nucléaires  
de l'OTAN  
Pierre Piérart  
page 4

## Sommaire

L'armement nucléaire  
d'Israël et le cas  
de Mordechaï Vanunu  
Claudine Pôlet  
page 5

« Campaign  
To Free Vanunu  
and for a Middle East Free  
of Nuclear Weapons »  
page 6

## BREVES

page 7  
Vient de paraître :  
« Kosovo  
un voyage pour rompre  
cinq ans de silence »  
page 7

Commémoration  
du 60<sup>ème</sup> anniversaire  
de la tragédie de  
Hiroshima et Nagasaki  
page 8

Consulter le site  
du Comité de Surveillance OTAN  
<http://www.csotan.org/>

## La Constitution contribue-t-elle à faire de l'Union européenne une "contre-puissance" face aux Etats-Unis ?

A la question: "Quel est le plus puissant des arguments en faveur du "oui"? François Bayrou répond : « Le monde est dominé par la puissance américaine, concurrencée par la puissance chinoise. Voulons-nous accepter la domination de ces empires et leur modèle de société ? Ou voulons-nous compter, nous aussi, pour défendre nos valeurs ? (...) Tous les adversaires de l'idée européenne rêvent de nous voir voter non, les milieux néo-conservateurs américains, les conservateurs britanniques anti-européens, l'extrême droite européenne et l'extrême gauche, Le Pen et Besancenot ».

Dominique Strauss-Kahn est encore plus clair : « On a besoin du traité constitutionnel européen pour contrer l'hégémonisme américain ».

Sous une forme ou sous une autre, cet argument revient constamment dans les défenses et illustrations du « oui ». L'idée sous-jacente est que cette constitution est la condition nécessaire (et peut-être même suffisante) pour que l'Union européenne s'affirme comme une « contre-puissance » face aux Etats-Unis.

Je voudrais montrer que cet argument est faux dans ses présupposés et a fortiori dans ses conclusions. En même temps, je voudrais souligner ce qui me semble sincère dans cet argument, c'est-à-dire sa signification profonde dans l'esprit de presque toute la classe politique française. Car il ne s'agit pas ici d'un vulgaire mensonge mais plutôt de l'expression d'une grande confusion en ce qui concerne « l'idée européenne » (...)

La Constitution proposée lie l'Union Européenne à l'Otan – instrument de la domination états-unienne de l'Europe – et même à sa croisade du moment : la « lutte contre le terrorisme ». Que pourrait donc espérer de plus Washington ? Que l'Europe et ses membres soient totalement privés de toute possibilité de définir et de poursuivre une politique étrangère indépendante et efficace ! Et bien, cette constitution répond aussi à ce souhait, en obligeant tous les Etats à s'accorder sur une politique étrangère décidée à l'unanimité. La recette parfaite de l'impuissance. Sauf pour ceux qui, comme le Royaume-Uni, choisiraient de suivre les Etats-Unis coûte que coûte. (...)

### Le Condominium Impérial

Que veulent exprimer ceux qui déclarent que le principal argument en faveur du "oui" serait de permettre à l'Europe de tenir tête à la superpuissance américaine ? Si l'on se rapporte aux textes - notamment l'Article I-41 qui lie la politique de défense à l'Otan - cette déclaration pourrait être évacuée comme une

simple contre-vérité. Pourtant, il est peut-être plus utile d'accepter que la plupart de ceux qui le disent ne mentent pas mais ont une idée particulière en tête, et de tenter de comprendre le fondement de cette idée.

En effet, il me semble que les Atlantistes qui défendent la Constitution pour renforcer l'UE face aux USA imaginent une vraie rivalité entre les deux, mais une rivalité à l'intérieur d'un même système socio-économique et géostratégique : un système que j'appelle le Condominium Impérial (CI, également connu sous le nom de "Communauté Internationale"). Ce CI représenterait une solution au problème posé par les guerres entre puissances impérialistes qui ont mené au désastre de 1914-18. Il s'agit d'unir ces puissances impérialistes sous l'hégémonie des Etats-Unis pour promouvoir les mêmes "valeurs et intérêts" partout dans le monde.

Ces "valeurs" sont les "droits de l'homme" qui se sont développés relativement récemment dans les pays riches. Il s'agit en général davantage de libertés de comportement que de droits aux nécessités de la vie (nourriture, logement, santé, travail, éducation). Ces droits essentiellement individuels sont compatibles avec les sociétés libérales avancées où le niveau de vie élevé permet de dépasser la "guerre de tous contre tous" pour la survie. En soi, ils sont indiscutablement désirables pour le bonheur humain. Le problème survient quand la référence à ces droits sert à renforcer la bonne conscience des riches lorsqu'ils veulent s'ingérer dans les affaires des moins fortunés.

Dans le système capitaliste avancé, les intérêts sont semblables dans le sens où "la liberté" y est centrale, mais précisément, il s'agit avant tout de la liberté du capital financier d'investir partout, et ainsi de déterminer la forme matérielle et sociale des sociétés. Ce système étant, par nature, compétitif, il est inévitable que la compétition existe à l'intérieur, entre les unités qui le composent. L'"indépendance" que prônent les Atlantistes n'est rien d'autre au fond que le niveau d'efficacité compétitive que doit posséder l'Europe pour poursuivre cette concurrence avec les Etats-Unis tout en y restant intimement liée. Il ne s'agit en aucun cas de poursuivre une politique - qu'elle soit économique ou géopolitique -- fondamentalement différente de celle des USA.

Cette rivalité à l'intérieur existe déjà, mais nos dirigeants en parlent très peu ou de façon presque codée devant leur public. Ainsi on poursuit des politiques dont le vrai motif, le bien fondé et les résultats ne sont pas publiquement évalués et débattus.

Prenons un exemple : les élargissements hâtifs de l'UE vers les pays de l'Est appartiennent à cette politique de rivalité avec les Etats-Unis qui ne dit pas son nom. Les pro-européens n'ont cessé d'observer

## BREVES

### L'OTAN MET LE PIED AU DARFOUR

Après le Moyen-Orient (et la visite de représentants de l'OTAN en Israël et en Palestine), voici que l'OTAN interviendra au Soudan, par le biais d'un soutien logistique à la mission de maintien de la paix de l'Union Africaine au Darfour. La décision d'intervention a été confirmée à la réunion du 9 juin, à Bruxelles, des ministres de la Défense des 26 pays membres de l'Alliance Atlantique.

Pour le moment, l'intervention de l'OTAN consistera en aide logistique pour transporter les troupes de l'Union Africaine (7.600 soldats) sur place, en aide au Renseignement (?) et en aide à la formation de l'état-major de l'UA. Le tout se ferait en pleine transparence et bonne coordination avec les contributions présentées par l'Union Européenne et l'ONU.

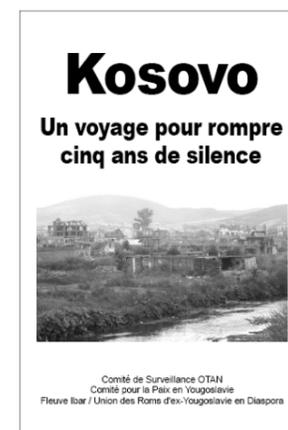
Rien que de « l'humanitaire » ?

Quand on sait que cette participation otanienne a été demandée par le Président en exercice de l'UA, le Malien Konaré, après sa rencontre avec Condolezza Rice (et quelles contreparties sous la table), que la mission des troupes de l'UA consiste à se déployer sur une grande partie du territoire soudanais et donc à occuper ce pays, quand on connaît les antécédents « humanitaires » de l'Otan en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, on ne peut plus douter que cette nouvelle mission de l'OTAN renforcera encore son rôle de gendarmerie du monde.

### REUNION DES MINISTRES DE LA DEFENSE DE L'OTAN A BRUXELLES

Très peu d'informations ont filtré de la réunion dite « stratégique » des Ministres de la Défense de l'Otan, le 9 juin dernier, à Bruxelles. Selon « La Libre Belgique », en tout cas, ceux-ci ont débattu de la nécessité de « préciser les capacités militaires dont l'Otan a besoin et aura besoin », pour être en mesure de déployer rapidement des forces partout où cela serait nécessaire. Cela veut dire, sans doute, un accroissement, une utilisation plus importante et plus rapide de ces forces.

La Belgique aurait été le seul pays à s'ériger contre une décision de la Saceur (état-major du Shape) de faire appel à des mercenaires sud-africains pour assurer la sécurité de la future académie de l'Otan à Bagdad. Rappelons toutefois que le gouvernement belge avait appuyé la décision d'intervention de l'Otan en Irak et offert l'aide de spécialistes militaires et juristes.



Vient de paraître :

### « Kosovo un voyage pour rompre cinq ans de silence », le rapport !

Ce document relate le voyage effectué en août 2004 par une douzaine de personnes à la recherche d'informations sur le respect des minorités au Kosovo, territoire géré par l'ONU et occupé par l'OTAN. A l'heure où commence une procédure d'évaluation de la mise en œuvre des « standards » de l'ONU en matière de droits de l'homme et des minorités, prélude à des pourparlers devant déterminer le « statut final » du protectorat (actuellement une province de Serbie), il nous a paru opportun de publier ce rapport sur support papier, en complément des diverses pages de notre site Internet qui sont consacrées à ce voyage.

Vous y trouverez notamment le journal de voyage et la transcription d'interviews de divers responsables, locaux et internationaux. Le tableau qui

s'en dégage n'est guère reluisant et pose de nombreuses questions sur les méthodes et les objectifs des interventions « militaro-humanitaires » de l'Occident. Alors que le « modèle Kosovo » – hyper médiatisé, avant d'être plongé dans l'oubli – semble avoir inspiré les conquêtes de l'administration Bush, nous sommes persuadés que les enseignements de ce rapport intéresseront un public bien plus large que les seuls férus des questions balkaniques.

Le document (43 pages) peut être obtenu en versant 5 euros (frais de port inclus) :  
pour un paiement de Belgique : virement sur le compte 068-2447491-14 de CSOtan.  
pour un paiement de Suisse : Banque Cantonale de Genève - BCG T 3206.78.98. mention « CPY »  
pour un paiement d'autres pays : virement sur le compte 068-2447491-14 de CSOtan, rue de Dublin, 31 - 1050 Bruxelles, Belgique  
à la banque DEXIA - Code IBAN-BE94 0682 4474 9114 - BIC GKCCBEBB  
ou simplement : envoi au CSO, 31 rue de Dublin, 1050 Bruxelles, d'un billet de 5 euros sous enveloppe.

Le rapport est édité par le Comité de Surveillance OTAN (CSO, en collaboration avec le Comité pour la paix en ex-Yougoslavie (CPY, Genève) et l'Union des Roms d'ex-Yougoslavie en Diaspora / Fleuve Ibar (Troyes, France).

Tract distribué en anglais, hébreu, arabe, à Tel Aviv  
et Jérusalem par la délégation internationale

## « Campaign To Free Vanunu and for a Middle East Free of Nuclear Weapons »

Mordechai Vanunu est réduit au silence  
Le danger nucléaire ne fait qu'augmenter

L'Etat d'Israël investit beaucoup de ressources pour essayer de faire taire et d'imposer des restrictions à Mordechai Vanunu, - surveillance, arrestations, utilisation des règlements d'état d'urgence datant du Mandat Britannique, procès arbitraire, provocations et diffamations – le tout au nom du maintien de la sécurité.

Mais qui assure notre sécurité contre les radiations atomiques qui contaminent l'air, l'eau et la terre de notre pays ?

Qui assure notre sécurité contre un nouveau Tchernobyl au Néguev ?

Qui assure notre sécurité face à un vieux et dangereux réacteur nucléaire qui n'a jamais été inspecté par une autorité extérieure ?

Qui assure notre sécurité contre la course aux armements nucléaires au Moyen Orient, qui met en danger notre peuple et tous les peuples de la région ?

Personne !

Le gouvernement d'Israël refuse d'informer ses citoyens sur son programme nucléaire et nous demande de faire confiance à des autorités anonymes qui opèrent dans l'obscurité. La Knesset refuse de discuter le programme nucléaire, son impact sur nos vies, sur notre économie, sur la course aux armements, sur le futur des résidents du Néguev et de tout le pays. Mordechai Vanunu, qui a agi en toute conscience et responsabilité en disant la vérité, a été emprisonné pendant 18 ans, dont 11,5 dans un total isolement. Après qu'il ait accompli toute sa peine, l'Etat refuse quand même de le laisser en liberté !

Combien cela coûte-t-il de produire et entretenir un arsenal nucléaire ? Quelles matières dangereuses se trouvent encore dans la terre, dans l'eau, dans l'air au Néguev ? Combien de vies humaines ont-elles déjà été détruites ? Combien de travailleurs du réacteur nucléaire sont-ils tombés malades ou sont morts du fait de leur exposition à des produits dangereux ? Où sont entreposés les déchets radioactifs ? Qui est autorisé à ordonner l'utilisation des armes nucléaires ? Le gouvernement refuse de répondre à toutes ces questions. Au contraire, il impose le silence et les restrictions à la seule personne qui a défié la politique de l'ambiguïté.

Nous disons : les armes nucléaires ne peuvent pas être cachées aux citoyens de ce pays et du monde. C'est notre droit d'avoir des informations quant à l'existence et aux conditions d'installation du réacteur nucléaire qui met en danger toute la région. C'est notre droit de décider si nous voulons des armes de destruction massive ou si nous préférons la vie et la paix.

Des activistes de la paix, originaires d'Israël et de différentes parties du monde, interviennent actuellement en Israël, et font un appel pour un Moyen Orient libre de toute arme de destruction massive, pour la paix, pour empêcher une catastrophe nucléaire, pour la liberté de Mordechai Vanunu. Nous disons aux citoyens d'Israël et de la région : nous savons que les armes de destruction massive ne sont pas sûres pour ceux qui les possèdent et sont dévastatrices pour ceux qui en sont les victimes. Le seul résultat de la possession d'armes nucléaires : c'est Hiroshima et Nagasaki, ce sont des cancers mortels ou héréditaires, c'est l'appauvrissement croissant du monde, ce n'est pas la paix ni la sécurité.

Joignez-vous à nous pour demander au gouvernement d'Israël :

- d'ouvrir les installations nucléaires à des inspections civiles et internationales
- de fermer le réacteur nucléaire de Dimona
- de stopper le programme nucléaire israélien
- de libérer Mordechai Vanunu

Avril 2005

qu'il aurait fallu d'abord "approfondir" l'UE avant de l'élargir. Cela relève du bon sens: on peut tout gâcher en allant trop vite. On a déjà vu les dégâts causés à l'Allemagne par sa réunification hâtive, mais on peut la considérer comme un cas à part. Pour les Pays baltes, et maintenant pour la Roumanie et la Bulgarie (et peut-être demain pour l'Ukraine et la Georgie), cette fuite en avant suit une logique différente. On pourrait imaginer qu'il s'agit de rivalité avec la Russie. Certains de ces pays (notamment les Pays baltes) semblent se croire en permanence menacés par la Russie, malgré son retrait volontaire et paisible. Mais les dirigeants occidentaux savent bien que la Russie n'est pas une menace. En réalité, l'élargissement de l'UE vers l'Est répond beaucoup plus aux besoins de la rivalité avec les Etats-Unis, dont l'influence dans ces pays est déjà prédominante et qui se renforce avec l'extension de l'Otan. L'élargissement vers la Turquie suivrait une logique similaire.

L'ironie de l'histoire est que l'UE se trouve ainsi entraînée dans une course à l'influence avec les Etats-Unis alors même qu'elle (à travers la Constitution) entend réaffirmer son attachement à une alliance atlantique totalement dominée par Washington. L'élargissement vers les pays de l'Est peut, certes, contribuer à y renforcer l'influence des pays de l'Europe occidentale, mais au prix d'un affaiblissement de l'indépendance de l'Europe par rapport aux Etats-Unis.

On observe un phénomène semblable avec le rôle actif (bien que secondaire) joué par l'UE dans les "révolutions" orange et autres, totalement téléguidées et généreusement financées depuis Washington. Ces "révolutions" visent clairement à soumettre les économies de ces pays au capital étranger par l'intermédiaire de dirigeants plus fidèles aux Etats-Unis (où la plupart d'entre eux ont reçu leur formation) qu'à leur propre peuple. Tout cela - avec la provocation constante de la Russie que cela implique - est-il véritablement dans l'intérêt de l'UE et de ses peuples ? On pourrait au moins se poser la question. Mais, sur ces questions, le débat public n'existe pas.

### La "leçon des Balkans"

La confusion qui règne dans la définition d'une politique européenne "d'indépendance" atteint son apogée avec la supposée "leçon des Balkans". Le cliché dominant est bien exprimé par Henri de Bresson dans Le Monde, lorsqu'il écrit à propos de la politique étrangère et de sécurité contenue dans la Constitution : « Tirant la leçon des guerres des Balkans, qu'ils n'ont pu empêcher et auxquelles ils n'ont pu mettre fin qu'avec l'intervention des Etats-Unis, les Européens se dotent d'un instrument qui donne une crédibilité nouvelle à leur action extérieure. C'est un grand pas ».

Absolument tout, dans cette analyse, est erroné. Je n'insiste plus sur le fait que l'attachement à l'Otan vicié dès le départ cet "instrument qui donne une crédibilité nouvelle à leur action extérieure". L'erreur est à la fois plus profonde et très révélatrice.

Tout d'abord, ce n'est pas, comme on se plaît à répéter, la faiblesse militaire de l'Europe qui est responsable de son échec dans les Balkans. C'est sa faiblesse politique. L'UE n'a jamais bien analysé ni bien

compris les causes du drame yougoslave. Elle n'a jamais développé - comme elle aurait pu et dû le faire - un programme clair envers toute la Yougoslavie pour éviter les guerres de sécession. Et une fois le pire advenu, elle a été incapable d'élaborer une politique susceptible d'apporter la paix - qui aurait contrecarré les efforts surnois de Washington pour éviter toute paix autre qu'américaine (voir à ce sujet les mémoires de David Owen).

Cette faiblesse était liée au manque d'unité entre les Etats membres de l'UE - mais plus encore à la volonté de cacher cette absence d'unité en donnant l'apparence d'une unité qui n'existait pas ! Ainsi la position de l'Allemagne en faveur des sécessions non négociées - une position qui rendait la guerre civile inévitable - était rejetée au début, et à juste titre, par tous les autres Etats membres de l'UE, surtout par la France, le Royaume-Uni, et même par des diplomates allemands en place à Belgrade. Mais précisément en raison de la proximité de la signature du traité de Maastricht, et parce qu'il n'était pas opportun de révéler au monde ses divisions, le bon sens de cette majorité a capitulé devant l'acharnement du gouvernement allemand à casser son vieil ennemi, la Yougoslavie, au profit de l'indépendance de ses vieux clients, la Croatie et la Slovénie. Et par la suite, tous les dirigeants - notamment français - qui avaient eu raison, se sont efforcés de justifier une décision tragiquement erronée.

Et ce n'est pas tout. On s'est aussi efforcé de cacher au public les rivalités sourdes entre puissances - surtout entre les Etats-Unis et l'Allemagne - pour attirer les divers sécessionnistes dans leur sphère d'influence. Dans une grande manifestation d'unité occidentale largement fictive, l'Otan a dévasté en 1999 ce qui restait de la Yougoslavie. A ce jour, rien n'est vraiment réglé, mais on n'en parle plus. C'est une situation classique : les Puissants règlent leurs rivalités en faisant payer la note aux faibles.

Cet exemple devrait faire réfléchir. Au lieu de cela, il est mythifié et travesti pour justifier une politique militaire qui permettra sans doute "d'agir", mais avec aussi peu de principes, de sérieux intellectuel et de vision de l'avenir que l'Europe au moment de la crise yougoslave. Une force militaire sans cerveau, n'est-ce pas justement ce qu'on reproche à l'administration Bush ? Une puissance militaire, donc, mais pour quoi faire ? Pour suivre qui ? A ces questions cruciales, la Constitution et ses partisans n'offrent aucune réponse claire. Si ce n'est, comme disait ce très grand humoriste qu'était le Général de Gaulle, de crier : « l'Europe ! L'Europe ! ».

Diana Johnstone

Diana Johnstone vient d'éditer un livre:

" LA CROISADE DES FOUS  
Yougoslavie  
première guerre de la mondialisation"

avec une préface de Jean Bricmont

éditeur: Le Temps des Cerises

disponible à la Librairie Aden  
(rue Bréart, 44 - 1060 Bruxelles) - prix: 18 euros

# Les Etats Européens veulent-ils le retrait des armes nucléaires de l'OTAN ?

L'Europe est la zone la plus nucléarisée du monde si l'on prend en compte les 480 armes nucléaires de l'OTAN déployées sur son territoire, les arsenaux russe, britannique et français et les nombreux sous-marins nucléaires qui sillonnent l'Atlantique et la Méditerranée.

Depuis quelques temps l'AMPGN a lancé l'idée de se débarrasser en Europe des 480 bombes nucléaires B-61 entreposées en Allemagne, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas et en Turquie, qui font de ces cinq pays, qui ont accepté de partager l'arme nucléaire avec les Etats-Unis, des puissances nucléaires absolument illégales. En effet, l'article II du TNP interdit à tout pays de partager l'arme nucléaire avec une puissance qui la détient. En Europe et en Turquie les 480 bombes B-61 sont réparties dans une dizaine de bases de l'OTAN dont celle de Kleine Brogel en Belgique.

La campagne lancée par de nombreuses associations pacifistes a connu un certain succès auprès des autorités politiques, notamment de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas. Dans notre pays environ 240 bourgmestres, dont une soixantaine en Wallonie et à Bruxelles, ont adhéré à la campagne des « *Maires pour la Paix* » initiée par le maire d'Hiroshima, Tadamshi Akiba. Ce dernier a prononcé une communication très remarquée en compagnie de 90 confrères lors des journées de la 7<sup>ème</sup> Conférence de révision du TNP qui s'est tenue au mois de mai à New York. Cette intervention de plus de 200 communes belges pour réclamer le désarmement nucléaire n'a eu aucun écho auprès de la presse belge ni du gouvernement. Faut-il penser que ce dernier estime que les pouvoirs locaux n'ont pas à se mêler de compétences fédérales ?

Que penser de ces manifestations importantes des ONG et pouvoirs locaux réclamant un désarmement nucléaire. Malgré l'intervention du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Défense de l'Allemagne, malgré des résolutions des députés néerlandais et des sénateurs belges en faveur du désarmement nucléaire, malgré des réactions locales en Italie, la presse et les gouvernements en général sont restés quasiment muets ; plus grave, les déclarations faites par des responsables français en faveur d'une mise à la disposition de l'Europe de la force française n'a soulevé aucune réaction de la part des 25 membres de l'Union Européenne dont

6 membres ne font pas partie de l'OTAN. Tout se passe comme si 24 états membres trouvaient normal d'enfreindre l'article II du TNP. Il est courant d'entendre ou de lire des avis d'hommes politiques, de diplomates ou de stratèges militaires qui insidieusement envisagent à moyen ou long terme la nucléarisation de l'armée européenne en méconnaissance totale du droit international et de l'avis de la Cour Internationale de Justice, prononcé en juillet 1996. Ces considérations doivent-elles nous faire penser que les défenseurs de la Constitution européenne acceptent sans hésiter le maintien d'un parapluie nucléaire sur l'Europe, qu'il soit américain ou français ?

Face à cette anesthésie générale de la presse européenne l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel » fait exception et nous fournit, dans son édition du 23 mai, des renseignements très intéressants. Il nous rappelle notamment que les armes nucléaires ont été introduites par l'OTAN en Allemagne fédérale en mars 1955. En 1957 le chancelier Konrad Adenauer avait demandé de nouvelles armes parmi lesquelles de l'artillerie nucléaire et des missiles ayant respectivement une portée de 30 et 700 km. A partir de 1969 le chancelier allemand a eu le droit d'être informé et consulté sur les conditions d'utilisation de ces armes. Au cours de manœuvres régulières, des exercices étaient organisés en Allemagne avec la participation, notamment, d'artilleurs belges. Aujourd'hui les stratèges de l'OTAN estiment que les bombes B-61 sont obsolètes. Rappelons qu'en 1986 les Américains avaient retiré des milliers de mines nucléaires, de missiles et de bombes du théâtre européen. Il semble que l'OTAN compte équiper en 2013 les nouveaux avions de combat « Eurofighter » de bombes plus performantes malgré les dénégations du ministre allemand de la Défense. Actuellement les bombes B-61 sont véhiculées par des avions de combat « Tornado » (en Belgique par des F-16). Au mois de mai de cette année les ministres des Affaires étrangères Fischer et de la Défense Struck, se proposaient de demander le retrait des bombes B-61 du territoire allemand à l'occasion de la réunion du *Groupe de Planification Nucléaire de l'OTAN* qui doit se tenir à Bruxelles le 9 juin.<sup>1</sup> Malheureusement la chancelier Gerhard Schröder ne semble pas acquiescer car, s'il devait déplaire aux Etats-Unis, l'Allemagne perdrait probablement la possibilité d'acquiescer un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Décidément le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki ne semble pas avoir réveillé la conscience de nos dirigeants politiques occidentaux. L'arme nucléaire constitue, semble-t-il, pour eux un credo qu'ils répètent à tout bout de champ en estimant que la bombe nucléaire nous a préservés d'une troisième guerre mondiale. Quant au représentant de la politique étrangère de l'Union Européenne, Monsieur Solana Haut représentant pour la PESC, au Commissaire aux Relations extérieures et au Président du Conseil européen, ils semblent également vouloir ignorer l'existence du TNP. Il a en été de même dans le texte du projet de Constitution européenne qui ne dit pas un mot à ce sujet décidément tabou. En attendant, l'OTAN refuse toujours de retirer les bombes ce qui justifie le maintien des bombes tactiques en Russie. Plus grave encore, l'Administration américaine relance la course aux armements avec des armes tactiques destinées à détruire les abris souterrains.

En conclusion, malgré l'opinion publique et l'avis de nombreux pouvoirs locaux qui se sont prononcés en faveur du désarmement nucléaire, les responsables nationaux restent très conciliants face aux desiderata américains, ce qui explique, probablement, l'échec lamentable de la 7<sup>ème</sup> Conférence de révision du TNP où on a perdu beaucoup de temps à discuter de l'agenda et des priorités sans s'attaquer aux problèmes de fond. Résultat : pas de déclaration finale ni de confirmation des décisions qui avaient été prises en 1995 et en 2000. La seule riposte possible proposée par les ONG, dont l'IPPNW, serait de travailler à une Convention des armes nucléaires. Maigre consolation !

Pierre Piérart

<sup>1</sup> A cette réunion l'OTAN décide le maintien de ces bases et des armes nucléaires.

## APPEL FINANCIER

ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants.

Nous comptons toujours sur votre soutien financier, aussi minime soit-il.

Ci-joint un bulletin de versement. Merci déjà de votre sympathie. 068-2447491-14.

*Au moment où l'OTAN engage discrètement des négociations avec Israël pour préparer son intégration à l'Alliance, il faut cesser de faire silence !*

## L'ARMEMENT NUCLEAIRE D'ISRAEL ET LE CAS DE MORDECHAI VANUNU

Mordechai Vanunu est le technicien de la centrale nucléaire de Dimona (dans le désert du Neguev) qui fut kidnappé par le Mossad et ensuite emprisonné pour avoir dénoncé publiquement la fabrication d'armes atomiques par Israël. Il avait été condamné pour « espionnage » à 18 ans de prison, dont 11,5 passés dans un total isolement. Il fut « libéré » le 21 avril 2004. Bien qu'il ait purgé l'entièreté de sa peine, il est resté soumis à de nombreuses restrictions, telles que l'interdiction de sortir du pays, de s'approcher de tout aéroport et frontière, de posséder un téléphone mobile, de parler à des étrangers. Au bout d'un an, ces restrictions devaient être levées. Il n'en fut rien. Des interdictions encore plus sévères se sont ajoutées aux précédentes, comme celle d'entretenir une conversation sur les armes nucléaires.

Une campagne mondiale pour la fin des restrictions à la liberté de Vanunu s'est organisée et a reçu l'appui de très nombreuses organisations de lutte pour la paix, contre l'arme nucléaire, pour les droits de l'homme ainsi que de personnalités du monde politique, culturel, universitaire de tous les continents. Rien n'y fait. La Justice israélienne resserre encore l'étau pour une année supplémentaire.

Un tel acharnement ne peut s'expliquer seulement par la paranoïa sécuritaire qui s'est emparée de l'Etat d'Israël, ni par le besoin de punir « un traître » qui a renoncé au judaïsme et s'est converti à l'anglicanisme. C'est avant tout une mesure de répression envers toute opposition à la politique ultramilitariste du gouvernement israélien et d'intimidation envers tout citoyen qui exprime la possibilité de vivre en paix avec les pays voisins, que ce soit la Palestine, ou les autres pays du Moyen Orient.

L'armement nucléaire d'Israël, dénoncé il y a 20 ans déjà par Vanunu et jamais reconnu officiellement, fait de ce pays le premier Etat nucléaire non-déclaré, qui est capable de déployer une flotte de 6 sous-marins nucléaires, et un des rares Etats aptes à lancer des missiles à longue portée chargés de têtes nucléaires à partir de ces sous-marins. C'est le seul pays du Moyen Orient qui possède effectivement des armes de destruction massive.

Israël est, en fait, un pion essentiel pour assurer et perpétuer la domination des Etats-Unis dans cette région

du monde, pour mettre en oeuvre la politique de Bush du « Grand Moyen Orient » et préparer les prochaines guerres contre l'Iran ou la Syrie. Les connaissances techniques de Mordechai Vanunu concernant les armes nucléaires sont complètement dépassées, et leur révélation ne constitue aucun danger pour Israël. Par contre, la dénonciation de cette politique ultramilitariste du gouvernement israélien est dangereuse pour lui : elle met en évidence que l'Etat d'Israël se dote d'un armement nucléaire, mais aussi biologique, chimique et conventionnel, totalement disproportionné par rapport aux besoins d'une simple défense territoriale. Sharon vient de conclure de nouveaux accords avec le gouvernement Bush, portant sur la construction d'une grande base militaire dans le désert du Néguev (à côté du réacteur nucléaire de Dimona ?) ainsi que des infrastructures nécessaires pour installer à sa proximité des milliers de nouveaux habitants. Il y a aussi la prochaine fourniture par les Etats-Unis de 100 bombes dites « à forte pénétration souterraine » (qui pourraient viser les usines nucléaires souterraines iraniennes).

Il y a, enfin, les inquiétantes visites que le secrétaire général de l'Otan vient de faire en Israël et les récentes manœuvres militaires de l'Otan avec une importante participation d'Israël, les pressions de plus en plus fortes pour une intégration directe d'Israël dans l'Alliance et une possible intervention de l'Otan pour « garantir » le progrès du processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. L'Otan servirait, une fois de plus, de couverture pour la politique impérialiste des Etats-Unis et de leur pion nommé Israël.

Les militants israéliens qui luttent pour la libération complète de Mordechai Vanunu ont conscience de ces enjeux et ont besoin du soutien de toutes les forces de gauche en Europe et dans le monde. Vanunu ne peut être contraint à se taire, il a le droit de dénoncer « les menaces d'holocauste » que représente l'arme nucléaire, de dénoncer la politique militariste de l'Etat d'Israël. Soutenons ces luttes, en faisant connaître largement « le cas Vanunu », en participant à la campagne mondiale pour sa libération !

Claudine Pôlet

